

à ce poste. Celle-ci est ensuite remplacée par John Crosbie, puis par Michael Wilson, deux poids lourds du Parti conservateur.

Tout n'est cependant pas rose pour le Ministère. La volonté du gouvernement de nommer des chefs de mission pour des raisons politiques et l'affaire Al-Mashat, où de hauts fonctionnaires ont été blâmés pour une décision d'immigration controversée prise par des ministres, sapent le moral du personnel du Ministère. En 1989, la fin de la guerre froide vient alourdir le fardeau du Ministère. L'éclatement de l'Union soviétique et l'émergence de nouveaux États en Europe de l'Est motivent la création de nouvelles missions alors que le budget du Ministère est déjà restreint par les premières salves tirées par le gouvernement dans son combat contre le déficit croissant du Canada.

La fin de la guerre froide donne lieu à l'adoption d'un programme mondial élargi. La successeur de M. Clark au poste de secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Barbara McDougall, remet en question les notions traditionnelles de souveraineté des États. Elle réclame un « nouvel internationalisme » pour faire face à de nouveaux enjeux comme la dégradation générale de l'environnement, les États en déroute et le terrorisme mondial. Alors que M<sup>me</sup> McDougall commence à prendre des mesures à cette fin, le Ministère est de nouveau obligé de se serrer la ceinture. Les cadres supérieurs du Ministère réagissent en définissant et en protégeant ses « fonctions de base ». À la suite du budget de février 1992, le Ministère est déchargé de ses responsabilités liées à l'immigration et à l'aide internationale, et doit plutôt se concentrer sur le commerce et la diplomatie.

Le gouvernement libéral du premier ministre Jean Chrétien, élu en octobre 1993, est tout aussi résolu à montrer aux Canadiens qu'il est capable d'appliquer une politique étrangère efficace dans une période de restrictions



58



59



60

<sup>58</sup> Le ministre des Affaires étrangères John Manley (à droite) et le secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis, Tom Ridge, terminent une conférence de presse après un entretien à Ottawa le 11 décembre 2001. La collaboration étroite entre le Canada et les États-Unis, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, est considérée comme indispensable à la protection de l'Amérique du Nord contre le terrorisme international. (Source : Presse canadienne/Fred Chartrand)

<sup>59</sup> Les diplomates canadiens travaillent en étroite collaboration avec des travailleurs humanitaires, des soldats et des policiers pour appuyer les efforts de reconstruction du gouvernement de l'Afghanistan, pays dévasté par la guerre. Le 15 janvier 2006, le diplomate canadien Glyn Berry, alors directeur politique de l'Équipe provinciale de reconstruction de Kandahar, en Afghanistan, est tué par l'explosion d'une bombe placée au bord de la route. (Source : Affaires étrangères et Commerce international Canada)

<sup>60</sup> Depuis les années 1980, le Ministère dirige les efforts du Canada visant à saisir les occasions qui se présentent dans la nouvelle économie mondiale. Ici, en janvier 2008, le ministre du Commerce international David Emerson et la conseillère fédérale suisse Doris Leuthard signent un accord de libre-échange entre le Canada et les quatre pays membres de l'Association européenne de libre-échange. (Source : Affaires étrangères et Commerce international Canada)